

# Lesedi

Lettre d'information  
Institut Français d'Afrique du Sud - Recherche

## | 03 | Dossier BRICS

- | 03 | Le 5<sup>ème</sup> Forum Académique des BRICS :  
vers une vision de long terme et de partenariat avec l'Afrique ?  
- Carolina Milhorance de Castro
- | 11 | De l'importance d'une banque BRICS  
- Christopher Wood
- | 12 | Une nouvelle trilogie ? BRICS, infrastructures et développement sur le continent africain  
- Agathe Maupin

## | 20 | Actualités

Affectation à l'IFAS de Guillaume Porraz  
Boursiers longue durée à l'IFAS : projets de recherche

## | 24 | Conférences & séminaires

The Arts and Crafts of Literacy – Manuscript Cultures in Muslim Sub-Saharan Africa  
Conférence sur les élections générales en Afrique du Sud  
Symposium de clôture du programme XenafPol  
Book History Seminars  
Global History Workshop  
FISH - French Institute Seminars in Humanities

## | 27 | Publications

Les Voyages de l'écrit. Culture écrite et expansion européenne à l'époque moderne :  
essais sur la Compagnie Hollandaise des Indes Orientales - Adrien Delmas  
Sounding the Cape. Music, Identity and Politics in South Africa - Denis-Constant Martin



## Le 5<sup>ème</sup> Forum Académique des BRICS : vers une vision de long terme et de partenariat avec l'Afrique ?



### Carolina Milhorance de Castro

*Doctorante en Science Politique à l'Université de Brasília et au CIRAD. Ses recherches portent sur les coopérations Brésil-Afrique et trilatérales dans le secteur rural. Elle a obtenu une maîtrise en affaires internationales (développement durable) de Sciences Po Paris, après avoir obtenu deux licences, une en relations internationales à la PUC-Rio, et une autre en biologie / écologie à l'Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ). Elle a connu des expériences professionnelles auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), la Fondation Oswaldo Cruz (FIOCRUZ), et le Fonds brésilien pour la biodiversité (FUNBIO).*

L'affirmation d'un groupe d'économies émergentes est l'un des phénomènes les plus marquants de l'histoire économique récente. La création de «clubs diplomatiques»<sup>i</sup> entre les États comme les BRICS caractérise les évolutions actuelles de la sphère politique internationale. Ce groupe constitue un forum de pays industrialisés, de taille importante et à croissance rapide, ayant une influence significative sur les questions régionales et mondiales. Ils ont assumé une présence active dans plusieurs contextes multilatéraux visant à promouvoir des changements normatifs et opérationnels<sup>ii</sup>. Cet effort est le résultat de concertations initiées lors des sommets annuels des chefs d'Etat.

Le terme BRICs a été inventé en 2001 par l'économiste en chef de Goldman Sachs, dans un document intitulé "Building Better Global Economic BRICs". Il incluait alors le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine car l'Afrique du Sud n'a rejoint le groupe qu'en 2011. Le concept de « l'émergence » a été essentiellement considéré comme un phénomène axé sur le marché qui reflète de profonds changements dans la structure de l'économie mondiale ainsi que le choix de la « bonne » politique économique. Il est considéré comme un phénomène multidimensionnel, le produit d'éléments économiques, socio-politiques et identitaires<sup>iii</sup>. La permanence du groupe a légitimé a posteriori sa cohérence conceptuelle<sup>iv</sup>.

Le cinquième Sommet des BRICS s'est tenu les 26 et 27 Mars 2013 à Durban, en Afrique du Sud. La rencontre qui a réuni les chefs d'Etats des pays émergents (le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud) avait lieu pour la première fois sur le sol africain. Les leaders exprimaient leurs avis autour du thème « BRICS et Afrique - Partenariat pour le développement, l'intégration et l'industrialisation ». L'ordre du jour affichait des objectifs ambitieux : la promotion du développement et la réforme des institutions multilatérales. La déclaration finale de eThekweni a réaffirmé le compromis du groupe avec la promotion du droit international et du multilatéralisme, ainsi que de la stabilité mondiale, le développement et la coopération, fondés sur une approche inclusive. Le Sommet a réuni les leaders des pays qui représentent près de 40% de la population mondiale, près de 30% de la surface des terres et qui produisent actuellement une partie du PIB mondial (PPP) qui a augmenté de 16% en 2000 à près de 25% en 2010<sup>v</sup>.

Au cours du Sommet, l'une des principales discussions a concerné le lancement officiel des négociations pour la création d'une banque de développement, afin de financer des infrastructures et l'industrialisation dans les BRICS et dans d'autres pays en développement, en particulier sur le continent africain. Cette banque servira d'institution financière partageant la façon dont les pays émergents considèrent le développement, mais ne

sera pas vraiment un contrepoids à la Banque mondiale et au FMI. Les dirigeants ont également décidé de constituer un filet de sécurité financière en créant un Fonds de réserve (Contingent Reserve Arrangement - CRA) entre les pays BRICS, destiné à anticiper les pressions sur les liquidités à court terme et de renforcer la stabilité financière. Ce fonds d'urgence, avec une dotation initiale de 100 milliards de dollars, comme convenu par les États membres, n'a pas été détaillé davantage. En outre, ils ont signé des accords de coopération, y compris l'Accord multilatéral sur la coopération et le co-financement pour le développement durable, et l'Accord multilatéral sur le cofinancement d'infrastructures en Afrique.

A cette occasion, le nouveau président chinois, Xi Jinping, a participé à Durban à sa première grande réunion multilatérale avant d'entamer une longue tournée africaine. D'autres pays africains s'y sont également rendus, notamment lors du Dialogue entre les dirigeants des BRICS et d'Afrique, le 27 mars. Parmi les participants invités à ce Dialogue, on peut citer les présidents de l'Union Africaine (UA), de la Commission de l'UA, du NEPAD et des leaders représentant les Communautés économiques régionales. Ces réunions concrétisaient une voie de discussion entre les membres des BRICS et d'autres États en développement, ainsi que des organisations régionales. Elles ont été précédées des forums entrepreneuriale et académique où, selon la diplomatie brésilienne, sont créées les conditions pour la coopération et les affaires. Des résultats concrets sont issus de ces arènes, comme la création d'un Conseil entrepreneurial des BRICS et d'un Conseil de Think Tanks. Ces réunions, notamment le Forum académique, visaient à formuler des recommandations et une vision à long terme pour le sommet des chefs d'État.

### Que disent les universitaires ?

Le Forum Académique des BRICS accueilli par la Durban University of Technology (DUT), le Department of Higher Education and Training (DHET), le Department of International Relations and Cooperation (DIRCO), et le Higher Education South Africa (HESA), envisageait d'approfondir l'interaction dans les milieux de la recherche et de formuler des recommandations à présenter aux dirigeants lors du

sommet du 26-27 mars 2013. Les participants étaient regroupés dans des think tanks liés aux gouvernements des cinq pays et impliqués dans la formulation de politiques publiques. Un nombre plus restreint d'organisations de la société civile et d'autres institutions de recherche ont intégré les délégations non-officielles des pays. Ce dernier a également bénéficié de la présence solennelle des ministres sud-africains des Affaires étrangères, Mme Maite Nkoana-Mashabane, et de l'Education supérieure, Dr B. E. Nzimande.

Les débats étaient organisés en sessions plénières suivies de discussions parallèles abordant cinq thématiques : le rôle des BRICS dans l'économie mondiale, la réforme des institutions de gouvernance globale, la coopération avec l'Afrique, l'éducation et la recherche pour l'industrialisation des économies, ainsi que la thématique de la paix et de la sécurité. La déclaration finale – lue par le Dr Siphamandla Zondi, directeur de l'Institute for Global Dialogue, et signée par les chefs de chaque délégation – n'a pas été rédigée sans difficulté, ce qui a démontré les différences de perspectives des délégations présentes. Cette déclaration stipule que le forum a matérialisé les aspirations des pays à consolider les partenariats des uns avec les autres, mais aussi avec les marchés émergents et des pays en voie de développement, afin de renforcer les trajectoires de développement, promouvoir l'intégration et l'industrialisation. Les recommandations, également partagées entre les thématiques retenues, comprennent :

#### 1 - Les BRICS et l'économie globale:

Les BRICS pourraient faciliter la coopération dans le domaine du commerce, en particulier pour les biens et les services. Ils devraient entreprendre des discussions sur la faisabilité de l'implantation d'accords commerciaux préférentiels entre eux ainsi que renforcer la coopération financière en établissant une banque du développement des BRICS et en créant des mécanismes pour gérer la volatilité du marché monétaire global.

#### 2 - La réforme des institutions de gouvernance globale:

Les objectifs du groupe sont la réforme des institutions multilatérales globales, en tentant notamment de les rendre plus démocratiques,

représentatives et responsables. Ainsi, les BRICS pourraient s'efforcer de faire entendre leur voix et promouvoir la représentation des économies émergentes et des pays en voie de développement dans des forums multilatéraux. Les BRICS devraient explorer activement des partenariats innovants et complémentaires pour un développement équitable et durable. Enfin, la création d'un Forum parlementaire pourrait intensifier l'interaction politique.



Des préoccupations communes de sécurité comme l'eau, l'alimentation, l'environnement, la santé et la préparation aux désastres doivent continuer d'être un point focal. Les BRICS devraient aussi promouvoir l'usage pacifique de l'espace et utiliser leur puissance relative dans les situations de post-conflit, sous l'égide des Nations Unies. Cependant, les

participants n'ont pas évoqué certaines questions polémiques telles que la situation en Syrie.

### 3 - La coopération avec l'Afrique:

Les BRICS devraient reconnaître la valeur de la diversité et des expériences présentes dans les histoires respectives, de leur propre pays et des pays africains. Ceci inclurait la poursuite d'une coopération approfondie avec l'Union africaine, prenant en compte les priorités africaines, en particulier l'intégration régionale.

### 4 - La formation, la recherche et le développement de compétences pour l'élaboration d'économies industrialisées:

Les BRICS devraient intensifier leur soutien à la collaboration académique. Ceci inclut la valorisation des langues locales et des pratiques culturelles. Les BRICS pourraient envisager la création d'une agence indépendante de notation des écoles et des universités dans leurs pays. Le Forum propose en outre l'établissement d'une banque de données primaires sur les cinq pays, ainsi qu'une plateforme numérique comprenant des informations détaillées sur les chercheurs et les institutions travaillant sur des questions relatives aux BRICS.

### 5 - Paix et sécurité :

Les BRICS devraient continuer de promouvoir la centralité des Nations Unies, et être plus actifs dans la promotion de solutions pacifiques en cas de conflits.

Concrètement, la réunion des Think Tanks, qui s'est tenue les 8 et 9 Mars 2013, a contribué à l'établissement d'un Conseil de Think Tanks des BRICS avec le but d'avancer la coopération dans la recherche, le partage de connaissances, la formation ainsi que le conseil politique. Ce Conseil, composé des institutions leaders des délégations, sera en charge de l'organisation des prochains forums académiques. Les fonctions et modalités additionnelles de coopération seront élaborées lors d'une réunion qui se tiendra en Octobre 2013. A l'exception de la Fondation Observer Research (ORF) en Inde, toutes les institutions qui composent ce Conseil sont liées directement ou indirectement aux gouvernements des Etats : l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA, Brésil) ; le Comité national de recherche sur les BRICS (BRICS/NRC, Russie) ; le Centre chinois pour les études internationales contemporaines (CCCWS, Chine) ; et le Conseil de recherche en sciences humaines (HSRC, Afrique du Sud).

Plutôt un club qu'un forum, la rencontre académique est parvenue à mettre d'accord les différents représentants sur des projets communs, notamment en ce qui concerne l'objectif de réforme des institutions multilatérales et financières, sur l'intérêt à promouvoir davantage les interactions et à approfondir les connaissances entre les pays. En effet, un partage plus efficace d'informations dans le

---

groupe est vu comme un premier pas dans la possibilité de formulations de stratégies communes. Réformer les institutions de Bretton Woods (la Banque mondiale, le FMI et la Société financière internationale) est considérée comme l'une des priorités du groupe. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est également mise à l'écart des préoccupations des pays émergents<sup>vi</sup>. Dans la Déclaration de Delhi, le vœu d'une architecture financière internationale plus représentative avait déjà été formulé. Dans ce contexte, le soutien manifesté par les BRICS et les pays africains à l'élection du diplomate brésilien Roberto Azevêdo à la tête de l'organisation peut être considéré comme un résultat positif de ces réunions et coalitions.

Enfin, la relation des BRICS avec l'Afrique, source d'une grande couverture médiatique et de divergences d'opinions en termes de contribution pour l'actuelle transformation sociale et économique du continent, pose une série de questions qui seront abordées dans les parties suivantes.

## Les BRICS et l'Afrique

### Les termes du débat

L'intérêt commun quant à un approfondissement de l'engagement et de la coopération avec d'autres pays du monde émergent et en développement, ainsi qu'avec les organisations internationales et régionales, était prévu dans la Déclaration de Sanya (2012) et a été évoqué lors de toutes les réunions, y compris lors du sommet des chefs d'Etats<sup>vii</sup>. L'organisation du dialogue entre les dirigeants africains et les BRICS, sous le thème « Débloquer le potentiel de l'Afrique » a renforcé ces discours. A cette occasion, le président chinois Xi Jinping a affirmé que le système de gouvernance globale faiblirait sans la participation de l'Afrique.

Ces déclarations et initiatives de réunions ont été comparées par les médias avec la « ruée vers l'Afrique », lorsque les Européens ont colonisé le continent à la fin du XIXe siècle<sup>viii</sup>. L'assaut sur les matières premières et l'accaparement des terres faisaient parties des questions fréquemment posées lors de la couverture du Sommet de Durban<sup>ix</sup>. Certains auteurs attirent l'attention sur l'idée que la

demande croissante de matières premières, y compris alimentaires, des pays émergents exerce un effet de « retour des techniques » au profit du secteur rentier. Néanmoins, on ne se fait guère d'illusions sur un possible traitement néocolonial de l'Afrique, étant donné le contexte économique actuel avec les prix élevés des matières premières et un marché africain en plein essor<sup>x</sup>.

La présence chinoise est la plus controversée, en particulier dans les médias, car la coopération chinoise et ses pratiques d'investissements en Afrique ne sont pas considérées – par certains auteurs et dirigeants – comme conformes aux normes internationales de la transparence et de la bonne gouvernance<sup>xi</sup>. Au point que la représentante du think tank China Centre for Contemporary World Studies a considéré qu'il existait une sorte de « sinophobie ». Néanmoins, ces questions n'ont pas ou n'ont été que superficiellement traitées lors du forum académique. D'autres questions comme les modèles de développement adoptés n'ont pas non plus été abordées.

Les sessions plénières et parallèles se sont limitées à une présentation des principales lignes d'action de chaque pays dans le cadre de leur coopération avec l'Afrique, en soulignant les aspects communs entre eux, comme les relations historiques et la coopération horizontale, mais pas nécessairement les lignes d'actions conjointes des BRICS envers l'Afrique. Des divergences ont été mises en avant lors d'une intervention provocatrice d'un représentant de la délégation brésilienne qui questionnait les raisons de cet intérêt soudain des BRICS pour l'Afrique. Cependant ni les défis, ni les critiques de cette relation n'ont été approfondis. Ils ont d'ailleurs été étouffés par les déclarations politiques, selon lesquelles les critiques contre le groupe des BRICS manquent d'appréciation sur l'importance de la multipolarité pour le bon fonctionnement géopolitique du système international.

Dans le domaine de la coopération des BRICS avec les pays africains, le groupe n'a toujours pas ce que l'on pourrait appeler une politique africaine. Le principal point d'accord entre les délégations porte sur la priorité de considérer l'Afrique comme un continent, même si ses voix et ses caractéristiques sont assez diverses. Il s'agit ainsi de soutenir le processus

d'intégration régionale notamment à travers l'Union Africaine. En conséquence, cette institution est considérée comme l'un des plus importants interlocuteurs des BRICS sur le continent africain.

### Les convergences d'un groupe hétérogène

Les délégations académiques ainsi que celles des chefs d'Etat des BRICS étaient d'accord pour appuyer, dans le cadre du NEPAD, l'industrialisation des pays africains à travers la promotion des investissements, le partage de connaissances, le renforcement des capacités et la diversification des importations. Les délégations académiques suggèrent également la promotion du développement des infrastructures en Afrique avec des bénéfices mutuels pour les BRICS et les pays africains, à travers notamment des arrangements financiers préférentiels. En donnant la priorité aux infrastructures, les efforts déjà réalisés par l'Union Africaine ont été reconnus, par exemple dans les cas du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), le Plan d'action du NEPAD (2010-2015), l'Initiative présidentielle pour les infrastructures du NEPAD (PICI), ainsi que les Master plans de développement régional des infrastructures<sup>xii</sup>. La possible création d'une banque des BRICS aura dans cet aspect un rôle important, apportant du financement et des prêts concessionnels vers les déficits de financement des infrastructures<sup>xiii</sup>. Le rôle de l'Union africaine est également reconnu dans le domaine de la paix et de la sécurité régionale. Cet importance donné à l'agenda du NEPAD était également le résultat des efforts sud-africains de se placer en tant qu'intermédiaire des BRICS avec le continent africain.

Il semble que ce programme soit principalement axé sur la réforme des institutions financières internationales, plutôt que sur la définition d'un paradigme commun de coopération et de développement des BRICS en direction du continent africain. En dépit des accords de circonstance lors de la réunion de Busan sur l'efficacité de l'aide (Novembre 2011), nous ne trouvons pas d'action commune des BRICS dans ce domaine. Le Partenariat Mondial pour une Coopération Efficace au service du Développement – incluant à la fois les coopérations Nord-Sud et Sud-Sud – avait été considéré comme le principal résultat de ce Forum. Mais jusqu'à présent, les puissances émergentes ont été peu impliquées dans les négociations, les BRICS étant apparemment plus intéressés par le G20 comme forum de discussion



Photo: GCIS

sur le développement<sup>xiv + xv</sup>. Cependant, les cinq pays émergents promeuvent des points similaires dans cet agenda :

- Les principes de la Coopération Sud-Sud qui défendent les notions de "partenariats" pour le développement et l'apprentissage au lieu de "donations" ; les bénéfices mutuels au détriment des conditionnalités politiques.
- L'importance des échanges commerciaux et



des investissements directs étrangers comme éléments légitimes du développement.

- Le partage d'expériences en politiques publiques avec les pays à bas revenus dans des domaines divers, qui vont de la santé à l'agriculture.

Le discours politique s'efforce de justifier le rassemblement, qui selon la ministre Nkoana-Mashabane, se compose d'un premier bloc d'histoire commune de lutte contre la colonisation et le sous-développement selon « l'esprit de Bandung »<sup>xvi</sup>; d'un second bloc de défis communs contre les inégalités, la pauvreté et le chômage ; et d'un troisième bloc dirigé par des intérêts particuliers et qui travaille pour un vrai partenariat avec l'Afrique<sup>xvii</sup>. L'esprit de Bandung a été plusieurs fois évoqué dans les discours pendant les différentes interventions du Forum, même si cette identité n'inclut pas la Russie.

L'argument de Bandung présente le groupe comme produit de la guerre froide, avec l'idée politique propre aux situations de sous-développement : des projets de développement attachés avant tout à sortir de la pauvreté, de la précarité et de la vulnérabilité, à surmonter l'héritage du colonialisme, à desserrer ou à briser les contraintes imposées par le système politique international, par ses institutions et, plus encore, par le capitalisme mondial. Néanmoins, selon Andrew Hurrell<sup>xviii</sup>, l'histoire du groupe ne se réduit pas à celle de la guerre froide. La notion de Sud reste utile pour appréhender la spécificité des identités (aussi diverses soient-elles) des grands pays émergents, qui naviguent et se positionnent au sein de l'ordre capitaliste tel qu'il est – à la fois libéral et structuré par l'État – tout en acceptant l'essentiel des postulats et des valeurs de cet ordre mondial. « Nord » et « Sud » coexistent sur un même territoire des pays émergents, et la recombinaison d'idées et de politiques publiques anciennes et nouvelles empêche ces pays de se laisser purement et simplement absorber dans une version élargie du Grand Occident libéral.

### Quelle vision de long terme ?

Malgré la définition d'une identité partagée et la formulation de quelques objectifs communs, les relations économiques et politiques entre les BRICS

sont discontinues. Par exemple, en dépit de l'importance chinoise dans le commerce intra-bloc, les autres pays réalisent peu d'échanges commerciaux entre eux : ils entretiennent davantage de relations commerciales avec les pays du continent africain. Les entreprises chinoises, notamment dans l'extraction minière et aurifère et dans le domaine des télécommunications, sont des concurrents redoutables pour les Sud-Africains<sup>xix</sup>. La Russie est au sein des BRICS l'acteur le plus atypique vu qu'il ne s'agit pas d'un émergent à proprement parler mais d'une ancienne superpuissance désireuse de regagner une partie du statut politique perdu. Le pays voit dans son statut de membre permanent du Conseil de sécurité un de ses principaux atouts, tandis que sur le plan économique et démographique sa position demeure beaucoup plus faible<sup>xx</sup>.

Ces pays possèdent des visions divergentes en ce qui concerne le rôle du groupe dans le système international. En outre, les membres des BRICS font face à des défis intérieurs importants en termes d'inégalités sociales et de ralentissement économique, de questions politiques et de problèmes environnementaux<sup>xxi</sup>. Ainsi, la vision de long-terme des think tanks tient à l'idée qu'en dépit des divergences entre les membres du groupe, toute priorité définie en commun sera plus naturellement poursuivie si les BRICS mettent en place un cadre cohérent et durable d'engagement continu. Dans un même temps, les mécanismes de formulation politique devraient être dynamiques et inclusifs, la flexibilité institutionnelle étant l'idée centrale des BRICS. Dans ce contexte, le rôle des institutions de recherche et des think tanks pivots est considéré comme crucial.

L'intérêt de transformer les BRICS dans un mécanisme formel d'interaction stratégique ne devrait pas forcer un processus artificiel d'expansion et d'institutionnalisation. La priorité, pour une partie des universitaires, devrait être la mise en place d'une base opérationnelle solide pour l'association entre ses membres. Cela inclut les institutions de partage d'expériences et de connaissances, la mise en place de banques de données et de programmes de formation conjoints, la création de nouveaux canaux de communication et de plateformes académiques et de la société civile. En d'autres termes, des pays extrêmement hétérogènes en fonction de leurs visions, intérêts, caractéristiques internes et insertion

internationale, formant un bloc de pouvoir, cherchent à se constituer en tant que groupe à travers l'approfondissement des échanges. Ce rassemblement de puissances très souvent concurrentes est ainsi animé par l'objectif de réformer le système international visant à davantage de participation de leur part.

## Conclusion

Les pays émergents, qui ont gagné en cohérence en raison de leur rôle croissant dans l'économie mondiale, en particulier en termes de changements axés sur les marchés, assument également une identité historique de périphérie du monde occidental, faisant face aux problèmes de la pauvreté, de l'inégalité et de la vulnérabilité. Ces pays veulent un statut, la reconnaissance et les moyens d'influer sur le système international en travaillant avec des groupes ou alliances et / ou par l'intermédiaire des institutions multilatérales. Le rassemblement BRICS est le résultat de cette logique, en étant devenu non seulement un groupement économique mais un groupe de pouvoir ayant l'intention d'influencer et de réformer l'architecture internationale.

Dans le cadre de son interaction avec l'Afrique, ce bloc de pouvoir commence à en récolter les fruits : le plus récent exemple est sans doute l'élection du brésilien Roberto Azevedo à la tête de l'Organisation mondiale du commerce (même si Azevedo n'était pas le

candidat du groupe en début des négociations). Cependant, à la différence de l'IBSA, un groupe un peu plus homogène et qui a déjà été capable de mettre en œuvre un plus grand nombre d'initiatives concrètes, les BRICS sont plutôt d'accord sur quelques lignes directrices de coopération sud-sud et sur la contribution au processus d'intégration régionale africaine. En outre, cela impliquerait deux puissances majeures comme la Chine et la Russie dans la configuration du système international.

Même si le processus de négociation en cours demeure imprécis et vague, ce dernier élément pourrait être avancé dans le cadre de la mise en œuvre du projet de la banque de développement qui est considéré comme un moyen de faire avancer l'institutionnalisation des BRICS sous une logique fonctionnelle. Pour le moment, les efforts sont concentrés sur l'approfondissement des interactions et des connaissances entre les différents pays composant le groupe des BRICS. Le Forum académique a initié sa session de clôture avec une déclaration du chef de la délégation russe, Dr Vyacheslav Nikonov, qui résume le statut du groupe : « BRICS is now a reality, not a virtuality. We become more and more real ». Les perspectives de coordinations politiques et économiques sont en construction et prèchent jusqu'à présent pour la flexibilité et l'autonomie de chaque pays, avançant uniquement sur les questions relevant d'une base fonctionnelle et sur lesquelles il y a accord.

- <sup>i</sup> Soule-Kohndou, F. 2013. Le rôle des Forums IBAS et BRICS dans la diplomatie d'émergent de l'Inde. 12ème Congrès Association Française de Sciences Politiques. 9 Juillet 2013. Paris.
- <sup>ii</sup> Hirst, M. 2012. Emerging powers and global governance. <http://www.udesa.edu.ar/files/UAHUMANIDADES/EVENTOS/PAPERHIRST11112.PDF>. 01/06/2013
- <sup>iii</sup> Soule-Kohndou, F. 2013. Le rôle des Forums IBAS et BRICS dans la diplomatie d'émergent de l'Inde. 12ème Congrès Association Française de Sciences Politiques. 9 Juillet 2013. Paris.
- <sup>iv</sup> Fourcade, M., 2013. The material and symbolic construction of the BRICs: Reflections inspired by the RIPE Special Issue. *Review of International Political Economy* 20, 256–267.
- <sup>v</sup> BRICS, 2012, The BRICS Report: a study of Brazil, Russia, India, China and South Africa with special focus on synergies and complementarities, OUP India, 21 June 2012.
- <sup>vi</sup> Jagan, P.A., 2013. BRICS: Advancing Cooperation and Strengthening Regionalism. *India Quarterly: A Journal of International Affairs* 68, 363–384.
- <sup>vii</sup> Déclaration eThinwink, <http://www.brics5.co.za/fifth-brics-summit-declaration-and-action-plan/>, 20/05/2013
- <sup>viii</sup> RFI, 2013, Sommet des BRICS: une nouvelle «rue vers l'Afrique»? <http://www.rfi.fr/afrique/20130327-afrique-sud-brics-vers-une-nouvelle-rue-vers-afrique-bresil-inde-chine-russie>, 20/05/2013
- <sup>ix</sup> Le Monde, 2013, "Chinafrrique", les questions qui dérangent, <http://www.lemonde.fr/asi>



- 
- [pacifique/article/2013/03/29/chinafrrique-les-questions-qui-derangent\\_3150304\\_3216.html](http://www.safpi.org/news/article/2013/03/29/chinafrrique-les-questions-qui-derangent_3150304_3216.html), 20/05/2013
- x Boillot Jean-Joseph, « La montée de la « Chindiafrique » et le pionnier du développement A. O. Hirschman », *Revue Tiers Monde*, 2011/4 n°208, p. 121-138. DOI : 10.3917/rtm.208.0121
- xi Lafargue François, « L'Afrique du Sud et la Chine » Un mariage de raison ?, *Afrique contemporaine*, 2012/2 n° 242, p. 11-28
- xii Voir à ce sujet l'article d'Agathe Maupin dans ce même numéro.
- xiii Voir encadré.
- xiv Eyben, R., Savage, L., 2013. Emerging and Submerging Powers: Imagined Geographies in the New Development Partnership at the Busan Fourth High Level Forum. *Journal of Development Studies* 49, 457–469.
- xv In the case of the IBSA Forum, more concrete mechanisms have already been implemented, such as the IBSA Trust Fund and the Project Alleviation of Poverty and Hunger.
- xvi Il fait référence à la conférence qui s'est tenue dans la ville du même nom en 1955, qui a été à l'origine du mouvement du Tiers Monde (pays non alignés). Cela n'a jamais reposé sur des caractéristiques économiques communes, mais était plutôt un projet politique fondé sur une expérience partagée de la marginalisation.
- xvii SAFPI, 2013, BRICS Academic Forum: speech by SA Foreign Minister, <http://www.safpi.org/news/article/2013/brics-academic-forum-speech-sa-foreign-minister>, 20/05/2013
- xviii Hurrel, 2012, Récits d'émergence : la fin du Tiers Monde ?, *Critique internationale* 2012/3 (N° 56)
- xix Lafargue François, « L'Afrique du Sud et la Chine » Un mariage de raison ?, *Afrique contemporaine*, 2012/2 n° 242, p. 11-28.
- xx Laïdi Zaki, « Les BRICS : un cartel d'ambitions souverainistes », *Le Débat*, 2011/5 n° 167, p. 50-59.
- xxi Vieira de Jesus, 2013, Os principais pontos na agenda da Cúpula de Durban, BRICS Policy Center, <http://www.bricspolicycenter.org/homolog/arquivos/Cupuladedurban.pdf>, 20/05/2013